

Direction : ROANNE  
Service : Pôle Urbanisme Foncier Patrimoine Commerces



DREAL Auvergne-Rhône-Alpes  
Pôle Autorité Environnementale  
7 rue Léo Lagrange  
63 033 Clermont-Ferrand cedex 1

Le - 4 JUIN 2024

**Objet :** Recours gracieux à l'encontre de l'avis conforme N°2024-ARA-AC-3362 délibéré le 12/04/2024 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) sur la Modification N°5 du Plan Local d'urbanisme (PLU) de la commune de Roanne (42).

À l'attention de Mme Véronique WORMSER, Présidente de la MRAe Auvergne-Rhône-Alpes.

Madame la Présidente,

La modification N°5 du PLU, prescrite par arrêté N°437-2023, a été engagée en vue de :

- Adapter et corriger certains articles du règlement afin de faciliter la compréhension et l'instruction des demandes d'autorisation ;
- Adapter le nuancier des façades et des menuiseries/ferronneries pour se mettre en adéquation avec les pratiques courantes et actuelles ;
- Mettre à jour et modifier le tracé d'emplacements réservés ;
- Mettre à jour et rectifier les erreurs matérielles de certaines Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) existantes, et créer des OAP sectorielles en cohérence avec l'aléa Inondation issu du Plan des Contraintes (7b) ;
- Elaborer un Périmètre Délimité des Abords des monuments historiques (P.D.A.).
- Rectifier une erreur matérielle sur le tracé de la ZAC de Roanne.

L'article R.104-12 3° du Code de l'Urbanisme prévoit que certaines procédures de modification de PLU font l'objet d'un examen au cas par cas par l'autorité environnementale pour déterminer s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale de la procédure.

Une demande d'examen au cas par cas N°2024-ARA-AvisConforme-3362 a été présentée par la commune de Roanne à la MRAe de la Région Auvergne-Rhône-Alpes en date du 13/02/2024 comprenant le dossier de saisine et le dossier de modification N°5 du PLU de Roanne et d'élaboration du Périmètre Délimité des Abords.



Le 12/04/2024, la MRAe en rendu une décision N°2024-ARA-AC-3362, en application de l'article R.104-28 du Code de l'Urbanisme, stipulant que le projet de modification N°5 du PLU de Roanne la commune de Roanne était susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

En ce sens, il est demandé à la Ville de Roanne de réaliser une évaluation environnementale proportionnée aux enjeux, et dont l'objectif est notamment d'analyser les incidences potentielles liées au risque inondation sur les secteurs concernés par l'aléa inondation et de proposer des mesures permettant d'éviter ou de réduire ces incidences de manière opérationnelle dans les dispositions du PLU en vigueur.

Vous considérez notamment que l'objet principal de la modification N°5 du PLU est de créer des OAP sectorielles dans l'attente de l'approbation d'un futur Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI).

Vous considérez également que les OAP sectorielles « Centre-Ville-Varenne », « Centre-Ville-Fontquentin » et « Clermont-Est » définissent une emprise au sol supplémentaire au sol existant.

Enfin, vous considérez que la création de trois nouvelles OAP sectorielles de renouvellement urbain en zone d'aléa inondation du Fleuve Loire et proposant des règles quantitatives en matière d'emprise au sol supplémentaire, n'expose pas de réflexion conduite sur la trame et les formes urbaines pour faciliter le passage de l'eau, mettre en sécurité les personnes, éviter les sur-aléas, et de façon plus générale concevoir un aménagement plus résilient face aux risques.

Dans le cadre du présent recours gracieux, je tiens à vous faire part de plusieurs observations.

Effectivement, la création d'OAP sectorielles est un enjeu important ayant pour ambition notamment de repenser notre approche en matière d'urbanisation en zone inondable afin qu'elle respecte les objectifs de la politique publique de prévention des risques.

La Ville est soucieuse de répondre aux ambitions du programme national Action cœur de ville, pour lequel une Opération de Revitalisation de Territoire a été mise en place tout en respectant les objectifs de sécurité des personnes.

C'est dans ce cadre qu'un travail partenarial avec les services Planification et Hydraulique de la Direction Départementale des Territoires (DDT) a été engagé depuis 2022 afin d'étudier les modalités de mise en œuvre des autorisations à construire en zone urbaine.

La DDT de la Loire a accepté de travailler sur une phase transitoire à un PPRNPI par le biais d'un porter à connaissance complémentaire, sur la base de la formalisation d'une OAP dédiée (un des objets de la modification n° 5) afin de permettre à Roanne de valoriser son territoire.

A ce jour, toutes les demandes d'autorisation d'urbanisme en zone de crue sont déjà instruites par le service Hydraulique de la DDT, sur la base d'un porter à connaissance.

Faisant suite à une étude quantitative des surfaces construites et déconstruites entre 2006 et 2022 permettant d'identifier un potentiel d'urbanisation acté par la DDT de la Loire, la création de ces OAP vise à prioriser l'aménagement de zones stratégiques et à encadrer la consommation d'espaces à bâtir dans la zone inondable de 3000m<sup>3</sup>/s de la Loire. Un outil de suivi partagé a d'ailleurs été soumis à la DDT de la Loire et validé sur son principe. Un courrier en date du 02/02/2023 (ci-joint) valide d'ailleurs cette approche.

À travers cette modification, la commune conforte assurément les outils déjà mis en œuvre dans son document de planification, conformément aux préconisations de la Loi Climat et Résilience N°2021-1104 du 22/08/2021, et ambitionne de recréer des sites assortis de trames végétalisées.

Ainsi, la commune entend contribuer à la lutte contre l'artificialisation des sols en introduisant à ses règles d'urbanisme des dispositions visant à favoriser la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation et préserver les fonctions écologiques des sols, ou encore favoriser les systèmes de végétalisation. En effet, la commune de Roanne souhaite mettre en place un coefficient de biotope par surface sur l'ensemble de la ville pour les projets à destination d'habitat, ce qui a été salué par les Personnes Publiques Associées.

Toutefois, la création de ces OAP sectorielles doit être appréciée de manière globale et à l'échelle de la modification du PLU qui concourt à maîtriser l'artificialisation de sols qui, je tiens à le rappeler fermement, sont déjà aménagés et urbanisés. Le territoire communal est un territoire urbanisé à près de 64 %, et artificialisé à hauteur de **86 %** à l'échelle totale des trois OAP visées.

Ces OAP nouvelles, délimitées par le croisement de trois zonages (quartiers IRIS, périmètre ORT Cœur de Ville, et la zone d'aléa Inondation) considèrent positivement l'aléa inondation, en évitant d'augmenter les enjeux dans les zones à risques et en diminuant la vulnérabilité de ces zones déjà artificialisées.

En l'absence de PPRNPI de la Loire, et conformément à l'article DG15 du règlement écrit du PLU de la commune de Roanne, tout projet situé dans l'enveloppe de la zone inondable est soumis pour avis hydraulique à la cellule risque de la DDT de la Loire, comme rappelé précédemment.

La définition de ces OAP n'entend pas modifier cette disposition.

La DDT de la Loire sera toujours consultée et amenée à établir des avis avec des prescriptions de manière à ne pas accroître la vulnérabilité des biens et des personnes.

De surcroît, les OAP sectorielles n'entendent pas remplacer l'expertise de la cellule hydraulique et les éventuelles dispositions d'un PPRI.

En effet, les OAP sectorielles interviennent dans un rapport de compatibilité et ne doivent pas se substituer au règlement écrit. Et, même si elles s'avèrent être des outils efficaces au service d'une densification maîtrisées et in fine contre l'artificialisation, des règles trop précises ou d'inconstructibilité ne peuvent pas y être incluses.

Une OAP implique un ensemble d'orientations définissant des actions ou opérations visant, en cohérence à l'échelle du périmètre qu'elle couvre, à mettre en valeur des éléments de l'environnement naturel ou urbain, ou à réhabiliter, restructurer ou aménager un quartier ou un secteur. Dès lors, ces dispositions n'ont ni pour objet ni pour effet de permettre de fixer précisément, au sein de telles orientations, les caractéristiques des constructions susceptibles d'être réalisées (TA Besançon 6 avril 2023 – N°2102100).

En revanche, il est bien du rôle du PPRI de réglementer le développement de l'urbanisation en zone inondable.

C'est pourquoi, la réalisation d'une évaluation telle que vous l'entendez ne conduirait qu'à formaliser par écrit les OAP graphiques, et n'apporterait pas d'éléments substantiels complémentaires.

Nonobstant, je tiens à rappeler que la création de ces OAP représente l'un des points du projet de modification N°5 du PLU de Roanne. D'autres modifications sont attendues tant par la commune que par l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine, les professionnels ou encore les particuliers.

Dans ces conditions, et notamment pour les raisons énumérées ci-dessus, je vous remercie de bien vouloir revoir votre avis en procédant à l'annulation de l'Avis conforme N°2024-ARA-AC-3362, et de dire que le projet de modification N°5 du PLU de la commune de Roanne n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Je reste à votre disposition pour tout complément d'information qu'il conviendrait d'apporter.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Maire,



**Yves NICOLIN**

Président de Roannais Agglomération



Copie à la DDT de la Loire

PJ : Courrier à la DDT en date du 02/02/2023 et son annexe